

La Grande-Bretagne condamnée

Partage international n° 203 - Juillet 2005

Un ex-haut fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères anglais a accusé son gouvernement de fermer les yeux sur les cas de torture et les morts de civils perpétrés par les Etats-Unis au nom de la « guerre contre le terrorisme », et de porter une partie de la responsabilité pour l'incarcération de citoyens anglais dans la prison de Guantánamo à Cuba. Chris Mullin, député travailliste du Sud Sunderland, lors d'un débat à la Chambre des Communes le 13 mai 2005, s'est dit alarmé que le gouvernement ferme les yeux sur « l'exécution aveugle de civils qui, selon moi, est une caractéristique de toutes les activités militaires américaines, et en particulier en Irak et en Afghanistan », et sur la torture de prisonniers suspectés de terrorisme envoyés à l'étranger par les Etats-Unis en accord avec leur politique de « reddition extraordinaire », « prisonniers fantômes » qui ont disparu après leur arrestation par les forces de sécurité dans les pays alliés des Etats-Unis.

Se référant aux « rapports concernant un goulag secret dans lequel les suspects de terrorisme disparaîtraient », C. Mullin a déclaré : « Ils sont transportés en secret d'un pays à l'autre, et, parfois, leur torture est sous-traitée à d'autres pays. L'Egypte et la Syrie ont été mentionnées. Certains sont totalement innocents, et réapparaissent neuf mois plus tard hébétés et perdus dans le plus parfait mépris des procédures prévues par la loi. »

C. Mullin a souligné « l'obligation morale » de l'Angleterre de retirer les citoyens anglais retenus par les Etats-Unis dans la tristement célèbre prison

de Guantánamo, alors qu'ils ne font l'objet d'aucune charge, « au premier chef parce que nos services de sécurité pourraient être impliqués dans leur emprisonnement là-bas » - une allusion au cas de Bisher al-Rawi, homme d'affaires irakien basé à Londres, qui a été arrêté et transféré à Guantánamo par des agents de la CIA qui lui ont dit obéir à des ordres anglais. « Nous sommes tous contre le terrorisme, a conclu C. Mullin, mais nous ne sommes pas obligés de fermer les yeux sur les excès de nos alliés. Et si cela implique un certain relâchement de nos liens avec les Etats-Unis, qu'il en soit ainsi. »

Royaume Uni

Sources : The Guardian, G.-B.

Thématiques : [politique](#)

Rubrique : [Le respect de la loi](#) (« Chaque fois qu'il y a affaiblissement de la loi... et accroissement général du désordre, alors je me manifeste. » (Bhagavad Gita). La promesse de Krishna, l'Avatar, semble particulièrement d'actualité. C'est pour tenir cette promesse que Maitreya, l'Avatar de notre ère, est présent dans le monde à une époque où l'anarchie est si répandue. Lorsqu'une nation parvient à l'âge adulte, à la maturité, les relations qu'elle établit avec les autres changent du tout au tout. Elle commence à respecter l'autorité de la loi qui unit toutes les nations, les liant dans leurs responsabilités et leurs besoins mutuels. Le développement vers la maturité se signale précisément par un tel respect des lois que les hommes ont estimées nécessaires pour vivre ensemble en paix... Lorsque, parmi les nations, l'on ignore l'autorité de la loi, c'est le monde entier qui en souffre. » (Le Maître — PI, avril 2004) Actuellement, les traités et les résolutions de l'Onu sont méprisés, et les lois nationales et internationales sont bafouées. Dans ce contexte, nous présentons des brèves mettant en exergue la nécessité d'un respect renouvelé de la loi.)